

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18262 - 71ÈME ANNÉE

11 perquisitions dont une chez Didier Robert, président de Région

Enquête sur la NRL : vers un scandale sans précédent ?

11 perquisitions hier dans 11 endroits différents dont le domicile de Didier Robert, président de la Région Réunion, c'est une première dans les annales judiciaires à La Réunion. Ce simple fait montre l'ampleur qu'est en train de prendre l'affaire. Six semaines après la conférence de presse de Paul Vergès sur ce sujet, la situation a totalement changé. Que restera-t-il de l'union de la droite ?



Images extraites du journal télévisé de Réunion Première : gendarmes à la Région, à la GTOL, à la SBTPC, Didier Robert sur la défensive.



La journée d'hier a marqué une accélération de l'enquête sur l'attribution des marchés de la nouvelle route du littoral. Pour la première fois dans les annales judiciaires de La Réunion, des enquêteurs ont mené 11 perquisitions dans 11 endroits différents la même journée pour la même affaire. C'est une décision prise par le Parquet national financier.

La procédure a visé des lieux symboliques : le domicile de Didier Robert, son bureau actuellement installé à la Maison de la Région rue de Paris, l'hôtel de la Région Réunion ainsi que le siège des filiales réunionnaises de Bouygues (GTOI) et de Vinci (SBTPC) qui ont raflé la plus grosse part des 1,2 milliard d'euros de marchés déjà attribués.

À la différence des précédents actes de ce type, les perquisitions d'hier ne se sont pas déroulées dans la même discrétion. Les caméras et les journalistes étaient hier à la Région Réunion, et ont pu filmer des gendarmes repartir avec ce qui est supposé être des documents.

« Vérifications qualifiées de normales »

La Région Réunion a d'abord réagi par un communiqué publié hier sur le site Zinfos974, d'où est extrait cette phrase : « ces vérifications sont qualifiées de normales dans le cadre du processus de vérifica-

tion ». S'exprimant hier soir à la télévision, Didier Robert a maintenu cette ligne. Il tentera de se justifier ce matin lors de l'émission matinale radio de Réunion Première.

Élu chargé de la NRL à la Région, Dominique Fournel n'a pas paru très sûr de lui dans un reportage diffusé hier soir sur Réunion Première Télé. À une question d'un journaliste, il a répondu en demandant à notre confrère s'il travaillait pour la police judiciaire. Puis interrogé sur la perquisition qui a visé son bureau, le vice-président de la Région a déclaré que les enquêteurs n'ont rien trouvé et sont repartis avec des documents, comme dans toute perquisition... Puis il s'est fermé en déclarant en substance qu'il n'avait rien de plus à dire.

Le 25 septembre dernier, Paul Vergès avait révélé qu'un scandale se préparait et allait faire éclater l'union de la droite. En réponse, Didier Robert a décidé de porter plainte contre Paul Vergès. Le 24 septembre, l'article de la presse parisienne est sorti dans les colonnes de Mediapart. Il battait en brèche la ligne de défense de la Région, selon laquelle l'enquête préliminaire ne portait que sur un chantier secondaire, et était qualifiée de normale eu égard au volume de crédit engagé.

Hier, un nouvel article a été publié dans l'Humanité Week-End. L'opinion française est en train de s'emparer de l'affaire.

Perquisitions et saisies

Le 1er octobre, la Région Réunion a tenté un droit de réponse à Mediapart. Mais dans ce texte, une phrase ouvrait la boîte de Pandore : « à l'approche du choix final, l'un des opérateurs a multiplié des manœuvres visant à influencer les décisions de la collectivité, abordant élus, agents et conseils de la Région, laquelle a été contrainte de signaler ces manœuvres au Procureur de la République (signalement du 11 octobre 2013) ». Ceci remettait en cause la ligne de défense suivie jusqu'à présent, car la Région évoquait des faits de corruption en visant un opérateur. Cela sort en effet de la norme.

Ce droit de réponse amenait forcément à se poser des questions. Comment en effet expliquer que la Région semble s'être contentée d'un signalement, a-t-elle porté plainte ? Et si non pourquoi ? La Région était sortie de son immobilisme avec ce résultat mitigé.

Une semaine jour pour jour après ce dernier développement, l'enquête a connu hier une brutale accélération, avec des perquisitions et des saisies, en particulier de téléphones dont la mémoire sera fouillée de fond en comble. En 6 semaines, la situation a radicalement changé. Que restera-t-il de l'union de la droite ? Si les soupçons se confirment, comment le chantier de la NRL pourra-t-il continuer ?

Édito

L'enjeu de l'unité réunionnaise

Mardi, La Réunion a connu une journée importante pour son histoire. C'était la première visite d'un ministre indien dans notre île. Malesh Sharma, ministre de la Culture, de l'Aviation civile et du Tourisme, a décliné la stratégie de l'Inde. Le pays compte s'appuyer sur sa diaspora pour contribuer à l'élever au rang de grande puissance. Cette perspective amène une donnée nouvelle au sein de la société réunionnaise. Une partie de nos compatriotes sont vus par une future superpuissance comme des agents de sa réussite.

À la différence des anciennes superpuissances du siècle dernier, l'Inde se situe dans notre voisinage. Elle n'est qu'à quelques heures d'avion.

Tout comme Narendra Modi quelques mois plus tôt, Malesh Sharma a exalté la fierté de l'œuvre accomplie par les ancêtres indiens des Réunionnais. Après leur départ de l'Inde, ils ont su préserver les traditions et se sont investis dans la construction de leur pays d'adoption. Le gouvernement indien dit à ces Réunionnais que l'Inde ne les a pas oubliés. Elle compte désormais intensifier les échanges. Désormais, les outils existent pour renouer les liens rompus à l'époque coloniale : lignes aériennes, internet...

Le développement de l'Inde et l'intégration des descendants d'Indiens qui ont émigré sur le pourtour de l'océan a des conséquences pour La Réunion. Jusqu'à présent, les échanges sont surtout tournés vers un seul des continents

d'origine du peuplement de La Réunion, l'Europe. L'émergence de l'Inde rappelle que le temps de cette unique intégration se termine, et que commence celle de la double intégration de La Réunion, à la fois dans son environnement régional tout en préservant les acquis de l'égalité sociale.

Cette double intégration a aussi une dimension culturelle. La Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise était un projet permettant aux Réunionnais de se préparer à cette évolution.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Mobilisation intersyndicale du 8 octobre

Le PCR appelle au débat pour changer de politique

Dans un communiqué, le Parti communiste réunionnais apporte son soutien aux revendications de la journée d'action intersyndicale du 8 octobre. Pour le PCR, ce mouvement rappelle la nécessité de changer de politique. « L'occasion de faire évoluer la situation est offerte par le débat voulu par le président de la République sur l'égalité réelle », écrit le PCR.

Depuis plusieurs semaines, des mouvements sociaux secouent La Réunion. Cela touche en particulier les jeunes. Saint-Pierre, Saint-Denis, Sainte-Suzanne, Saint-Louis ont vu le développement de plusieurs manifestations.

Aujourd'hui, les syndicats ont mené une journée d'action. À Saint-Denis, la manifestation a rassemblé de nombreuses personnes. Cette expression organisée du mouvement social se tient à la veille de l'examen du projet de loi de Finances pour 2016.

Le projet de Budget 2016 prévoit la poursuite de la politique d'austérité commencée depuis déjà de trop nombreuses années. Il annonce de

nouvelles baisses de dotation pour la fonction publique et les collectivités territoriales.

L'examen de ce budget a lieu aussi dans un climat difficile pour l'outre-mer. Le mode de calcul des salaires des fonctionnaires titulaires est mis sur la sellette par la Cour des Comptes dans deux rapports publiés cette année.

À la crise actuelle s'ajoute donc une inquiétude pour l'avenir.

Le Parti communiste réunionnais fait part de son soutien aux grévistes. Car l'action de ce 8 octobre démontre bien l'urgence de mener une nouvelle politique.

Pour La Réunion, l'occasion de faire évoluer la situation est offerte par le débat voulu par le président de la

République sur l'égalité réelle. Deux textes sont prévus. Le premier vise à traiter la question de l'égalité réelle, et le second porte sur des mesures pour lutter contre les inégalités.

Le PCR appelle donc toutes les forces vives à s'emparer de ce débat, afin qu'il puisse notamment déboucher sur la mise en place à La Réunion de services publics suffisamment dotés en effectif, avec des travailleurs libérés de la précarité.

Élections régionales

Le PRG-Réunion soutient l'Union PCR-Progrès

Dans un communiqué diffusé hier, le Parti des Radicaux de Gauche de La Réunion annonce son soutien officiel à la liste de l'Union des Forces de Progrès pour le Développement et l'Égalité conduite par Patrick Lebreton.

« Le PRG Réunion rappelle qu'il a été à l'initiative des discussions entre les formations du PCR et du PROGRES. C'est donc en toute logique que le PRG Réunion soutient le candidat de l'égalité et du développement à savoir PATRICK LEBRETON. En effet, c'est autour

d'un programme construit par les Forces Progressiste que se sont réunis les Socialistes du Progrès, les Communistes et les Radicaux de Gauche. Le PRG Réunion appelle donc à voter à l'élection régionale pour la liste de L'Union, Le Progrès - PRG Réunion - PCR conduite par

Patrick Lebreton.

Rémy MASSAIN
Président de la Fédération réunionnaise du Parti Radical de Gauche »

L'intervention de la Russie change la donne

Les frappes russes en Syrie inquiètent

L'armée syrienne vient de lancer une vaste offensive terrestre, avec l'appui de l'aviation et de la marine russes, une semaine après le début de l'intervention militaire de Moscou. Ces opérations russes sont critiquées par les Occidentaux parce qu'elles viennent soutenir le régime de Bachar Al Assad et permettent à la Russie d'être présente dans la région.

Les ministres de l'OTAN, par la voix du secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, Jens Stoltenberg, ont indiqué qu'il y avait une « escalade inquiétante des activités militaires russes » en Syrie et sa région. Une situation inquiétante pour l'Otan, qui tente de maintenir sa présence dans la région.

Les Russes plus efficaces

Munie d'un arsenal impressionnant, l'armée russe bombarde massivement les rebelles modérés, des groupes islamistes et djihadistes de Daech, dans le but de préparer une offensive terrestre des soldats du gouvernement Bachar Al Assad, selon l'Agence France Presse.

Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a assuré devant la presse que 112 cibles avaient été touchées depuis le début de la campagne le 30 septembre. Ce chiffre se situe largement au-dessus des 50 frappes par semaine de la coalition menée par les États-Unis.

Une différence qui n'a pas échappé à Faysal Mikdad, vice-ministre syrien des Affaires étrangères. Ce dernier a indiqué à la télévision que « les frappes aériennes russes effectuées au cours de ces quelques derniers jours sont beaucoup plus performantes que les actions de la coalition réalisées depuis plus d'un an ».

Vassili Kachine, expert au Centre d'analyse de stratégie et de tactique, a expliqué à l'AFP que « la campagne américaine a des objectifs plus larges et ambitieux que la campagne russe mais les États-Unis

ont énormément de problèmes à trouver un soutien armé » sur le terrain. Ce dernier a assuré que l'armée russe s'engage « uniquement pour soutenir une opération offensive de l'armée syrienne ».

Ministres de l'OTAN inquiets

Réunis à Bruxelles jeudi 8 octobre, les ministres de l'OTAN ont évoqué conflit en Syrie et le rôle de Moscou dans ce conflit, bien qu'ils aient rappelé que l'alliance « n'est pas directement impliquée en Syrie ».

La présence de la Russie, soutenue par la Syrie et l'Iran, déplaît aux Occidentaux qui craignent une présence plus accrue des Russes dans toute la zone méditerranéenne. D'ailleurs, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a indiqué avoir « observé une escalade inquiétante des activités militaires russes. Nous allons analyser les derniers développements et leurs implications pour la sécurité de l'Alliance ». Mais l'OTAN a déjà annoncé qu'elle se tenait prête à envoyer des troupes en Turquie, pour défendre ce territoire membre contre les possibles menaces pesant sur sa frontière sud. Mardi 6 octobre, deux avions de combat russes ont pénétré l'espace aérien de la Turquie, provoquant une vive réaction de Jens Stoltenberg.

Ne pouvant pas intervenir directement en Syrie et ne parvenant pas à convaincre les autorités russes de ne pas s'impliquer, l'OTAN va renforcer ses moyens de surveillance et de renseignement.

Le prochain sommet de l'organisation, qui se tiendra à Varsovie en

2016, portait sur la présence de la Russie dans les pays d'Europe centrale et orientale, qui aimerait que ce sommet désigne sans ambiguïté la Russie comme l'ennemi principal – voire unique, selon l'AFP.

L'armée syrienne lance son opération

De son côté, le chef d'état-major de l'armée syrienne, Ali Abdallah Ayoub, a indiqué qu'« après les frappes aériennes russes qui ont diminué la capacité de combat de l'EI et des autres groupes terroristes, les forces armées syriennes ont gardé l'initiative militaire ».

Il a également annoncé que les forces armées syriennes avaient « commencé aujourd'hui (jeudi) une vaste offensive en vue d'écraser les groupes terroristes et libérer les régions et les localités qui ont souffert du terrorisme et de ses crimes ».

Redynamisés par les frappes russes, plusieurs médias ont indiqué que l'armée syrienne et ses alliés ont entamé une vaste opération terrestre dans le nord de la province de Hama aidée par l'aviation russe.

Lors d'une rencontre avec le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, retransmise à la télévision, le président Vladimir Poutine a indiqué que « les opérations de ce genre – antiterroristes – sont compliquées. Et bien sûr, il est encore tôt pour tirer des conclusions, mais ce qui a été fait jusque-là mérite une très bonne appréciation ». Ce dernier a assuré que l'intervention de son armée allait s'intensifier.

@celinetabou

Amendements sur les Centres d'intérêts moraux et matériels

Nou lé Kapab-AJFER, le CREFOM et le CRAN : la lutte continue pour la mutation des fonctionnaires

Les trois organisations donnent leur position suite au vote à l'Assemblée nationale d'un texte visant à favoriser le retour des fonctionnaires d'outre-mer dans leur pays d'origine.

Dans un communiqué, Nou lé Kapab-AJFER prend acte du vote par les députés d'amendements relatifs aux centres d'intérêts matériels et moraux, visant à faciliter la mutation de fonctionnaires de l'outre-mer dans leur territoire d'origine.

« Cependant, nous notons que les CIMM existent déjà depuis des années dans les mutations des fonctionnaires et n'ont pas permis le retour des fonctionnaires ultramarins dans leurs pays d'origine », précise Nou lé Kapab-AJFER. « C'est pour cela que nous proposons en plus de la prise en compte de CIMM spécifiques « Mutations DOM » que ces critères soient bonifiés, clairement identifiés, adaptés et donnant droit à un nombre de points qui ne pénalise pas les fonctionnaires ultramarins, et ne ferme pas la porte

non plus aux personnes qui souhaitent s'installer à La Réunion ». « Enfin, nous demandons que les mêmes CIMM soient généralisés à tous les secteurs de la fonction publique, qu'ils soient clairement identifiés et connus de tous », conclut Nou lé Kapab-AJFER.

Pour sa part, le CREFOM salue le vote de l'amendement présenté par la députée réunionnaise, en particulier celui de Victorin Lurel, président d'honneur du CREFOM. Selon le CREFOM, « ce vote qui répond à un long combat des mouvements syndicaux et des organisations ultramarines, dont le CREFOM, répond enfin aux revendications légitimes des fonctionnaires ultramarins candidats à une mutation dans leur département d'origine ».

« Le texte qui vient d'être voté

constitue une étape importante pour une fonction publique plus représentative des bassins de vie qu'elle administre en outre-mer, telle que défendue par le CREFOM. Il ne précise pas en revanche le contenu des CIMM.

Le combat continue donc pour que les critères du CIMM donnent une vraie chance aux ultramarins », poursuit le CREFOM.

Pour le CRAN, « les organisations syndicales et les différents « corps de vigilance » à La Réunion, ainsi que dans les territoires concernés doivent rester observateurs sur le principe d'une application juste du CIMM, et que les ministères concernés fassent preuve de transparence et d'équité ».

Les limites à la préférence régionale à l'embauche dans les Outre-mer -5-

La préférence régionale : une entrave à la mobilité des personnes

Le 24 septembre dernier, le Professeur Oraison devait tenir une conférence sur le thème de l'emploi. Son exposé présentait notamment des limites à la préférence régionale, par trois objections. La première y voyait « un terreau propice aux exclusions ». Voici la seconde.

Certes, on peut a priori comprendre les frustrations éprouvées pour une famille native d'un DROM lorsque l'un de ses enfants est contraint de partir pour la France métropolitaine ou à l'étranger à la recherche d'une formation professionnelle ou d'un métier et sans assurance de pouvoir revenir au pays natal pour y faire carrière.

Mais sur un autre versant, la préférence régionale va à l'encontre d'une valorisante mobilité des Ultramarins. Faut-il souligner que la mobilité est souvent une étape obli-

gée pour les fonctionnaires de l'État en service dans les DROM lorsqu'ils souhaitent accéder à des postes de responsabilité ? La préférence régionale apparaît comme un archaïsme à une époque où le progrès permet de raccourcir les distances dans une société désormais caractérisée par l'ouverture des frontières et la mondialisation de l'économie. Revendiquer la préférence régionale est même une stratégie suicidaire qui pourrait un jour se retourner contre les DROM. Appliquer à La Réunion la préférence régionale pourrait inciter les élus métropolitains à demander sa mise en œuvre

au profit des populations dont ils ont la responsabilité en invoquant, eux aussi, d'impérieuses raisons économiques qui sont réelles en période de crise aiguë. C'est le point de vue exposé le 14 mars 2012 par un ancien député UMP de La Réunion. Pour René-Paul Victoria, admettre à La Réunion la préférence régionale pour lutter contre le chômage, c'est « en contrepartie accepter que les Réunionnais qui postulent pour un emploi dans un département métropolitain se voient refuser leur embauche pour les mêmes raisons : la préférence régionale ».

Billet philosophique

Pour une « gouvernance mondiale »

Cette semaine, nous allons consacrer le "billet philo" du vendredi aux pensées très fortes et pertinentes exprimées le samedi 3 octobre dernier à Saint-Denis lors de la traditionnelle "grande nuit de la méditation" par le Docteur Gilles Sagodira, universitaire, poète et activiste de la paix. Cette nuit, organisée par Régine Armoudom, est consacrée aux engagements pour la non-violence ("ahimsa") en commémoration de l'anniversaire du Mahatma Gandhi et aux combats pour passer « de l'exclusion à l'inclusion ». Pas moins de 17 personnalités très diverses du monde culturel réunionnais sont intervenues de 20 heures 30 le samedi à 7 heures 30 le dimanche par des conférences, des chants, des poèmes, des séances de yoga, etc. pour faire passer des messages très intéressants à nos compatriotes à ce sujet. Voici l'introduction et le poème de Gilles Sagodira, où il prône une « gouvernance mondiale » – démocratique et populaire bien sûr – pour répondre aux besoins de l'humanité. Un message à faire passer à tous les amoureux de la sagesse à La Réunion et dans le monde...

La gouvernance mondiale est une nécessité planétaire pour faire face aux catastrophes naturelles de grande ampleur, à l'hégémonie des idéologies politiques et religieuses, aux déplacements de masse de personnes, à la gestion ségrégative des finances et, pour aboutir à la redistribution équitable des ressources, à la gestion collective des déchets, à la valorisation des connaissances planétaires et à la préparation de l'avenir des humains dans l'Univers.

J'ai rêvé de femmes pleines comme la lune
Dansant la ronde de la vie en Paix.
J'ai rêvé d'hommes éblouis de lumière
Amants aimants, justes et bienveillants.
J'ai rêvé d'enfants heureux sur toute la terre
Criant ensemble leur joie d'exister.

La Paix, l'Amour, la Joie sont-ils des rêves
Inaccessibles à l'humanité entière ?
Rêvons à tue-tête, rêvons à distance
Rêvons chaque jour, rêvons à chaque rencontre
Rêvons en privé, rêvons à l'unisson, RÊVONS.
Qu'un jour,
Les organisations internationales s'uniront.

La Paix durable sera à l'œuvre
Les routes n'auront plus de frontières
Les aqueducs remplaceront les pipelines
Les énergies renouvelables seront redistribuées
La responsabilité mondiale empêchera la Guerre
Les satellites serviront la Paix
Les missions habitées veilleront à la sécurité universelle
L'unité servira la diversité
La diversité en toute chose sera préservée
La recherche abolira nos appréhensions
La médecine de pointe sera accessible à tous
L'éducation sera dispensée à moyens uniformes
Le sport et le bien-être seront au cœur des villes
La culture du terroir sera valorisée à l'échelle mondiale
L'accueil de l'Autre sera un enrichissement organisé
La place des enfants sera cruciale dans les décisions de la Cité

La place des anciens sera centrale dans la transition intergénérationnelle
La justice sera imperturbable dans sa foi en l'Homme
La gouvernance mondiale asservira les puissants.

Ne crions pas à l'urgence
N'observons pas la prudence
Osons ce pas nouveau pour l'existence
Celle de la beauté des femmes, des hommes
Et de nos enfants.

Dr Gilles Sagodira



Le Docteur Gilles Sagodira.

Oté

Listoir La Rényon ? Lé a pène kroiyab in n'afèr konmsa !

Zot la romarké koman i gaskone l'istoir dann nout péi ? Isi sé in l'abitid, sak la lité pou fé in n'afèr, i obli azot fasilman é sak la pa fé arien zot i vien pavané dan l'androi pou fé valoir z'ot gro zabo é lo moun lé sitèlman pa o kouran k'i bate la min pou zot. Sansa i pans pou vréman sé zot la fé !

In l'égzanp : maloya. Sé parti kominis, sé lo Fjar, Témoignage krétien épi d'ot ankor la lité pou donn sa favèr. Mi koné mèm inn-dé pèrsone laté kondané pars zot la parti zoué maloya dsi la plaz. Mi koné osi bann z'ansien kan zot té i sort dann shomin lo vin désanm té i blok azot o post polis tout la zourné konmsa zot i gingn pa mark la fète l'abolisyon. Sa i anpèsh pa, zordi, in pé d'moun la pa fé arien pou sa, mèm zot la fé tout pou toufé é sé zot k'i pavane dovan l'moun mèm dann la télé. Si tèlman ké zot i obli signalé ké sé dann tan la MCUR avèk Carpanin Marimoutou épi Françoise Vergès, é d'ot ankor ké la fé lo dosyé dsi maloya porté dovan l'unesco.*

Moin la ziska antann in zour kan zournalis té i poz késtyon dsi la loi d'départmantalizasyon ké sé Michel Debré la fé vote loi-la. Lo késtyonèr la pa di arien é sa la pas dann télé tèl k'i lé... Lé kant mèm domaz isi La Rényon nou na poin in l'asosyasyon pou donn l'alèrt kan nana in l'évènman inportan é pou mète la vérité noir sir blan, é sirtou pa fé gaskone in n'afèr konmsa.

In bon dalon la di amoin sé lo 23oktob 1945, ké bann kréol la voté pou zéléksyon dépitè-bann madam osi la voté-Isi La Rényon nou la mète Raymond vergès épi Léon de Lépervenche anlèr épi ni koné sa la déboush dési la loi 19 mars 1946, loi pou La Rényon départman fransé ; donk pou li sé lo 23 oktob, la klé é i fo pa gnor sa. Malérèzman i diré nou la fine obliyé. Lé a pène kroiyab in n'afèr konmsa !

Justin

« Tir pa boudin kui dann vant koshon ! » - In kozman pou la rout

Biensir sa in drol kozman konm nana in bonpé kozman konmsa isi shé nou. Kan ou i lir sa, ou lé blijé poz aou késtyon. Donk sans prop, na pounn sans, mé dann sans figiré kosa i vé dir ? Sa i vé dir sirman i f opa dépans l'arzan la pankor fé.abiz pa dosi lio krédi ! Mé nana i pé dann komèrs, dann katalog i pous aou pou ou dépansé. Sé konm tir zèf an or dann vant volay, ou lé riskab tyé ali pou arien. Si ou nana in poul i ponn zèf an or. Lé rar sa, fransh vérité ! Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyè griz ! zot va oir ké rant-rant, ni pé z'ète, tazantan, dakor rantre nou.